

**Afghanistan - Avenir des interprètes
afghans de l'armée française -
Réponse de Mme Florence Parly,
ministre des armées, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 06 novembre 2018)

Madame la Députée,

À travers le cas de Qader Daoudzaï, vous évoquez la situation des personnels civils de recrutement local, dont une majorité d'interprètes, qui ont oeuvré au profit des forces françaises déployées en Afghanistan de 2001 à 2014. Leur nombre est estimé à 800. Deux campagnes d'accueil successives ont été organisées, entre 2012 et 2014, puis en 2015, conduisant à l'accueil sur le territoire français de 176 de ces personnels, soit 550 personnes si l'on inclut les familles.

Mais depuis, vous le savez, les conditions sécuritaires ont beaucoup évolué dans ce pays. C'est la raison pour laquelle le président de la République a souhaité, pour des motifs humanitaires, que les personnes précédemment déboutées voient leur demande de visa réexaminée par le ministère de l'intérieur, sous réserve de la prise en considération des risques d'atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public.

Une mission dédiée, pilotée par le ministère des affaires étrangères, sera donc envoyée dans les prochains jours pour examiner leur cas sur zone. Cette mission bénéficiera de l'appui du ministère des armées et du ministère de l'intérieur, mais aussi du concours de l'Association des anciens interprètes afghans de l'armée française, pour communiquer avec les intéressés et éventuellement accompagner sur le territoire français les personnes dont l'examen de la situation aura donné lieu à un avis favorable. Elles bénéficieront d'un visa gratuit et seront prises en charge par les services du délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés.

Les interprètes engagés aux côtés de nos forces - qui, je le rappelle, venaient elles-mêmes en appui du gouvernement afghan - ont pris des risques. Cela justifie que leur demande ainsi que celle de leur famille soient traitées avec humanité et sérieux. C'est le cas./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)